



Traduction de la version anglaise signée et envoyée

Le 1er novembre 2023

**Le très honorable Justin Trudeau
Premier ministre du Canada
80 Wellington Street
Ottawa, ON K1A 0A2**

**Objet : Cessez-le-feu et corridor humanitaire nécessaires
pour garantir les droits, la sécurité et les déplacements
sûrs des civils en Palestine et en Israël.**

Monsieur le Premier ministre,

Le Conseil canadien pour les réfugiés (CCR) est un chef de file dans la défense des droits, la protection, le parrainage, l'établissement et le bien-être des personnes réfugiées et migrantes, au Canada et à l'international. Le CCR est au service des 200 organismes membres qui travaillent avec et pour ces communautés, qui ont vu et vécu les conséquences durables et intergénérationnelles des déplacements forcés et de la guerre.

Monsieur le premier ministre, le CCR vous exhorte de demander immédiatement, et sans équivoque, un cessez-le-feu pour protéger les populations civiles en Palestine et en Israël, ainsi que la libération des otages et de toute personne détenue illégalement ou arbitrairement. Les attaques en cours contre des civils contreviennent directement aux lois internationales et doivent toutes être



condamnées : il ne peut y avoir deux poids deux mesures dans la protection canadienne des vies humaines et dans l'indignation face aux violations de droits humains.

Le CCR et ses membres sont alarmés par l'aggravation de la catastrophe humanitaire et du nombre de morts à Gaza, en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est cette semaine, y compris la frappe aérienne d'hier sur le camp de réfugiés de Jabalia. C'est avec une vive inquiétude que nous observons le déplacement forcé de Palestiniens, qui n'ont aucune possibilité de rester chez eux ou de fuir en toute sécurité. Les Nations unies estiment que 1,4 million de personnes ont été déplacées à Gaza, sans accès (ou avec un accès rapidement réduit) à de la nourriture, de l'eau, du carburant, de l'électricité, des télécommunications et de l'assistance médicale.

Nous saluons et réitérons votre appel à la création de couloirs humanitaires pour permettre le passage en toute sécurité de nourriture, de fournitures médicales, de carburant, d'eau et d'autres mesures d'aide essentielles pour les millions de personnes qui sont piégées à Gaza. Le peu d'aide qui arrive est loin d'être suffisant et nous demandons au Canada de se mobiliser avec plus de force pour que l'aide humanitaire nécessaire parvienne aux personnes qui en ont désespérément besoin. En même temps, nous reconnaissons que de tels couloirs sont impossibles à maintenir dans le contexte des bombardements en cours et des pertes de vies humaines qui y sont liées. Dans ces conditions, ce n'est pas assez d'exiger un accès humanitaire tout en refusant de demander, sans équivoque, un cessez-le-feu immédiat et durable.

Le CCR déplore la perte de vies humaines et la séparation de familles, deux enjeux qui ne montrent aucun signe d'amélioration. Une telle violence ne détruit pas seulement la vie des personnes immédiatement touchées : elle provoque



aussi des traumatismes sur plusieurs générations. Encore aujourd'hui, les réfugiés et les populations affectées par la guerre partout dans le monde, y compris de nombreux Canadiens, souffrent d'un nouveau traumatisme alors que les nouvelles se succèdent dans l'horreur sur toutes les plateformes médiatiques. La violence doit cesser.

Ici même, au Canada, nous devons également nous opposer fermement au racisme et à la haine, notamment à l'islamophobie, à l'antisémitisme et au racisme antipalestinien, qui sont malheureusement en hausse au Canada dans le contexte de ces événements.

Le CCR reconnaît et salue toutes les personnes qui œuvrent pour la paix, le développement et la justice dans la région, y compris celles qui ont risqué leur vie pour fournir de l'aide humanitaire et témoigner du nombre de morts et de la dévastation, souvent au prix de sacrifices personnels tragiques.

Nous pressons le gouvernement canadien de consacrer des ressources supplémentaires au retour en toute sécurité des citoyens canadiens et des résidents permanents pris au piège dans la région, et de leur permettre d'être accompagnés, à leur demande et dès que les conditions le permettront, par des membres de leur famille qui n'ont peut-être pas le statut de citoyen canadien. Cette mesure doit s'accompagner d'un programme de regroupement familial accéléré, entre autres pour les membres des familles de personnes protégées au Canada.

Nous demandons également que soient envisagés des moyens d'accélérer le traitement des dossiers des réfugiés de cette région, notamment les réfugiés du Liban et d'Israël, qui devront être réinstallés au Canada et qui sont affectés ou menacés par le nuage sombre de la violence qui plane sur eux. Nous recommandons au gouvernement d'augmenter le nombre de personnes dont le



dossier est traité dans le cadre du programme de protection urgente, en portant une attention particulière aux voies d'accès pour les groupes vulnérables, notamment les populations LGBTQIA+ et les mineurs non accompagnés, afin que ces personnes puissent être en sécurité et se réfugier au Canada.

Une fois de plus, la crise dans la région met en relief le fait que le Canada doit adopter un cadre pour les réponses d'urgence en matière d'immigration, afin de garantir une action rapide et équitable de la part du Canada chaque fois qu'une catastrophe survient et qu'elle provoque des déplacements importants.

Avec nos membres, nous continuerons à nous mobiliser pour la sécurité et les droits des personnes menacées par les déplacements forcés et la violence, et nous réaffirmons notre engagement à travailler en collaboration pour une paix durable et juste pour toutes les personnes dans la région.

Nous sommes prêts à collaborer, s'il y a lieu, avec le gouvernement canadien, notamment avec le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, afin de soutenir ces objectifs.

Sincèrement,

Aleks Dughman-Manzur
Présidenx

Cc:

Hon. Marc Miller, ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté

Hon. Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères

Hon. Ahmed Hussen, ministre du Développement international